



Groupe d'action, comités et sections de Saint-Nazaire. Le 25 novembre 2020

## COMMUNIQUÉ UNITAIRE

Le gouvernement vient donc de faire adopter par sa majorité parlementaire - appuyée par la droite et les députés RN - sa loi liberticide « **Sécurité Globale** ».

Cette loi a été présentée et votée malgré les protestations de l'opposition de gauche, de la LDH, d'Amnesty International, des syndicats, en particulier des syndicats de journalistes, des associations contre les violences policières, de la Défenseure des Droits, et même du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU qui considère que ce texte porte « *une atteinte disproportionnée aux libertés fondamentales* », et est « *susceptible de porter préjudice à l'État de droit* ».

Elle porte en particulier sur l'interdiction de diffusion de photos et vidéos « nuisibles » et non floutées des forces de l'ordre en opération, avec des sanctions très lourdes en cas d'infraction ; sur la possibilité d'utilisation par les policiers de la vidéo-surveillance et de drones dans tout l'espace public ; sur l'utilisation des images des caméras-piétons de la police et de la gendarmerie pendant leurs interventions ; sur l'élargissement de certains pouvoirs de la police nationale et de la gendarmerie aux « polices municipales » et autres « agents de surveillance ».

Ces mesures portent donc directement atteinte à la liberté de la presse, ouvrent la possibilité d'un fichage de masse, d'une nouvelle atteinte à la vie privée, à la liberté d'expression, de manifestation, d'organisation, et renforcent dangereusement l'arsenal répressif déjà à l'œuvre avec l'état d'urgence permanent, les lois anti-terroristes et anti-casseurs.

**Ainsi, les témoignages sur les violences policières, les dérapages et les abus constatés ces dernières années dans les quartiers populaires et dans les manifestations de rue sont désormais rendus presque impossibles.**

Comme le souligne Amnesty International, « *cela contribuera à créer une culture de l'impunité et encouragera la poursuite de ces pratiques illégales. Le gouvernement refuse de prendre la mesure de la situation. Cette volonté de dissimulation des autorités françaises relève du déni. C'est une violence supplémentaire pour les victimes qui contribue à aggraver les tensions et les violences* ».

Et ce ne sont pas seulement les partis, syndicats, associations, militants et journalistes qui sont visés, mais tous les citoyen.ne.s de ce pays. Ainsi, la réponse du gouvernement aux dénonciations des violences policières n'est donc pas de calmer la situation et prendre les mesures nécessaires à la protection de la population, mais tout simplement de supprimer la possibilité de dénoncer ces violences ! Jusqu'où cela ira-t-il ?

**Il s'agit d'une grave remise en cause des libertés démocratiques, des droits d'expression et de manifestation, finalement d'une marche accélérée et inquiétante vers un État autoritaire au service exclusif des capitalistes et des banquiers.**

**C'est pourquoi nous demandons le retrait de cette loi « Sécurité Globale », et l'abrogation de toutes les lois liberticides prises ces dernières années, lois et décrets qui n'ont jamais fait reculer ni la délinquance, ni la violence, ni le terrorisme, mais ont conduit à un sentiment généralisé de frustration, de colère et de peur.**

**Nous demandons l'arrêt de l'utilisation par les « forces de l'ordre » des pratiques dangereuses et des armes « non-létales » qui ont parfois tué et mutilé des manifestantEs (sans aucune sanction pour les responsables).**

**Nous demandons une police républicaine et démocratique - au service de la population - et non des « milices armées », semi-privatisées, et incontrôlables. Nous demandons l'arrêt des violences policières, la démission de M. Darmanin et la destitution du préfet de police de Paris, M. Lallement.**

## POUR LA LIBERTÉ, LA JUSTICE ET LA DÉMOCRATIE !

Nous invitons les travailleurs, jeunes, retraités à participer massivement aux actions de protestation contre cette loi liberticide et anti-sociale.

# MANIFESTATION VENDREDI 27 NOVEMBRE 2020

## 17 heures place de l'Amérique latine. A l'appel de syndicats et d'associations nazairiennes

# “Urgence : défendons nos droits et nos libertés”

ATTAC (Saint-Nazaire), Libre Pensée (Groupe de Saint-Nazaire), Ligue des Droits de l'Homme (Section de Saint-Nazaire), MRAP (Région nazairienne), Mouvement de la Paix 44, Union Locale CGT, Union Locale Force Ouvrière, Solidaires, FSU, Union Pacifiste (Groupe de Saint-Nazaire)...